

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22
novembre 2008. Première journée
Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est

**Témoignage du directeur politique du *Drapeau Rouge*
(1968 – 1971)**

RENARD, Claude

2008, 4 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_7_temoignage_directeur_politique_drapeau_rouge_1968_-_1971.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : RENARD, Claude, « Témoignage du directeur politique du *Drapeau Rouge* (1968 – 1971), in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Première journée. Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], <http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_7_temoignage_directeur_politique_drapeau_rouge_1968_-_1971.pdf>, (date de consultation).

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008
Première journée - Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est

7.

Témoignage du directeur politique du *Drapeau Rouge* (1968 -1971)

En réfléchissant à cet exposé, je me suis rendu compte (et ce n'est pas la première fois) que j'allais devoir évoquer ici non seulement un moment et un aspect particuliers de mon itinéraire politique, mais aussi et surtout une autre époque, une autre perception et donc une autre approche des événements qui l'ont marquée.

C'est nécessairement difficile, même devant un auditoire averti. En voici tout de suite un exemple. Après que le Bureau politique eut désapprouvé l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, j'ai été amené à expliquer cette position au comité fédéral de la fédération du Hainaut occidental. Il y eut vote : position approuvée par onze voix (ou douze, - j'ai une hésitation) contre dix et une abstention. Parmi les opposants : un champion des voix de préférence qui fut échevin et député. Quant au camarade qui s'était abstenu, il vint me dire ensuite qu'il aurait préféré voter contre, mais qu'il ne voulait pas mettre la direction du parti en difficulté.

Si l'on isolait un tel fait de son contexte, on pourrait en tirer des conclusions aussi plausibles que fausses. En réalité, ce fut un vote émotionnel. J'entends encore l'intervention d'un militant qui rappelait, avec des sanglots dans la voix, les 20 millions de morts soviétiques de la Seconde guerre mondiale. Cela étant, quelques mois plus tard, la délégation fédérale au congrès du parti, réuni en décembre 68, ne nous posa aucun problème et il en fut ainsi durablement. Les militants avaient réfléchi, les esprits avaient évolué.

Bien entendu, s'il y eut réflexion partout, chacun sait qu'elle ne donna pas le même résultat partout. Pourquoi ? N'ayant pas la prétention de pouvoir répondre rapidement à une telle question, je me bornerai à indiquer quelques pistes de réflexion qui ont d'ailleurs déjà été explorées, au moins en partie, et j'en reviens au contexte.

Contrairement à une idée répandue, l'écrasement du Printemps de Prague, pour ne citer que lui, n'a pas eu, à moyen terme, de conséquences directes bien apparentes sur l'influence des partis communistes en Europe occidentale. Et quand je dis « à moyen terme », je pense à la décennie qui s'arrête à l'année 1979 avec, en bref, à son bilan et exception faite du drame chilien : l'Union de la gauche en France, le compromis historique en Italie, la révolution des oeilletons au Portugal, la chute du franquisme et celle des colonels grecs. En outre, l'année 1975 nous donne la défaite des États-Unis au Vietnam et l'Acte final de la conférence d'Helsinki, avec un volet important sur le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

En Belgique francophone et surtout en Wallonie, c'est l'idée du rassemblement des progressistes qui nous fait entrevoir la possibilité d'un renouveau. Et là, deux des pistes de réflexion dont j'ai parlé se rejoignent. En effet, lorsque je me remémore les problèmes de cohésion interne qui se sont posés au PCB durant cette période, j'en relève deux qui obéissent, me semble-t-il, à une seule et même logique sous-jacente. Nous avons une tendance majoritaire favorable à un type d'union qu'on appelle « Union démocratique et progressiste » et qui, en même temps, rejette (à des degrés divers) toute solidarité inconditionnelle envers l'Union soviétique et ses alliés. Et nous avons, parallèlement, une tendance minoritaire, mais importante car ancrée dans la classe ouvrière, qui (elle aussi à des degrés divers) risque de se transformer en opposition structurée, aussi bien sur le plan de la politique intérieure, contre l'UDP, que sur le plan des relations avec les partis communistes au pouvoir.

Quant aux origines de cette faille, il me semble que leur dimension sociologique n'a pu échapper aux sociologues ici présents : en particulier le déclin rapide de l'ancien prolétariat industriel, les crispations et les changements de mentalité qui en résultent. Phénomène qui n'est pas spécifiquement belge. Il est notoire que le PCF l'a vécu, lui aussi, notamment dans la région parisienne, avec des oppositions très vives entre les organisations de la capitale et celles de son ex-ceinture rouge.

J'ai connu de près ce genre de problèmes, moins comme directeur du Drapeau Rouge, de 1969 à 1971 (ma tâche ayant été grandement facilitée par Rosine LEWIN, alors rédactrice en chef), que comme secrétaire national, à partir de 1971, et président de l'aile wallonne et francophone, à partir de 1973. C'est alors que j'ai appris ce que signifie le mot « fonction » en politique et la rigueur des contraintes qui en découlent. La première évidence qui s'impose à vous, c'est que si vous êtes là, c'est pour contribuer à ce que l'organisation qui vous a élu agisse de la façon la plus cohérente possible, conformément aux décisions majoritaires, mais aussi dans le respect des points de vue minoritaires - ce respect qui fit si cruellement défaut à la conception stalinienne et post-stalinienne du centralisme démocratique.

Qu'il y ait des désaccords au sein d'un parti, c'est tout à fait normal ; ils peuvent être des signes de vitalité démocratique ; mais quand ils se transforment en conflits récurrents, susceptibles de provoquer une rupture ouverte, alors que la situation politique générale requiert des activités cohérentes, on conçoit que les contraintes de la fonction deviennent quelque peu ingrates. En l'occurrence, j'appelle « activités cohérentes » celles qui donnent la priorité aux luttes sociales et politiques sur le terrain, en tenant compte du fait que ces luttes sont largement tributaires des rapports de force à l'échelle planétaire.

J'insiste sur ce dernier point. Dès lors que l'on considérait que le socialisme, même très imparfait, était une réalité dans certains pays, le principe de solidarité internationale qui a toujours été un fondement du mouvement ouvrier organisé, impliquait que l'on vît en eux un point d'appui auquel ce même mouvement, y ayant intérêt, se devait de rendre la pareille.

Ainsi, le Comité central du PCI déclarait-il encore en décembre 1978 : « *Nul ne peut ignorer le poids que les pays socialistes ont eu et ont encore dans le monde (...) Les forces s'inspirant d'idées progressistes et socialistes ne peuvent penser qu'elles favorisent l'avancée de la cause pour laquelle elles se battent, avec une attitude et des campagnes hostiles à l'égard de ces pays...* »

Cela ne justifiait nullement, bien sûr, une solidarité inconditionnelle (attitude simpliste héritée d'une période de violences extrêmes jalonnée par deux guerres mondiales), mais, pour ma part, je n'ai jamais fait mienne la solidarité dite critique. La solidarité est une chose, l'esprit critique en est une autre. Le mélange des deux notions ne clarifie rien. À titre d'exemple, lorsqu'en janvier 1980, le Sénat a voté une motion protestant contre la relégation de SAKHAROV, évidente atteinte aux libertés et à l'esprit d'Helsinki, je me suis associé à cette démarche après avoir fait accepter un amendement qui écartait du texte un bout de phrase mettant en cause la volonté de paix de l'Union soviétique.

Les difficultés nées de ce que Jacques NAGELS a appelé dans un de ses livres le « socialisme pervers » ont pu être surmontées tant bien que mal, chez nous, jusqu'à la fin de la décennie 70. C'est ainsi que les élections législatives de décembre 1978 nous ont encore valu un succès relatif. Mais deux événements internationaux vont alors avoir des répercussions d'autant plus lourdes et irréversibles qu'elles se sont sans doute combinées avec celles des mutations sociétales profondes dont j'ai déjà touché mot : c'est l'intervention militaire soviétique en Afghanistan et, certes davantage encore, les événements de Pologne. À partir de là, la situation va se dégrader sous des formes diverses et à des rythmes variables pour tous les partis communistes européens, qu'ils se réclament ou non de l'eurocommunisme. Inutile d'épiloguer sur ce qu'il en est advenu de nos jours.

Au temps de l'eurocommunisme, on parlait volontiers de la diversité des voies menant au socialisme. Mais la réalité qui prévalut, en fin de compte, fut celle de la diversité des voies menant à cet ultralibéralisme dont, après trente ans d'épreuves, les conséquences commencent tout juste à perturber beaucoup de bons esprits. Et à les perturber à ce point qu'ils redécouvrent MARX... Il est en tout cas certain que ce ne sont pas seulement les communistes qui ont payé cher le fait que le point d'appui du socialisme dit réalisé n'ait pas répondu à leur attente.

Dans la période qui a précédé le triomphe du célèbre duo REAGAN - THATCHER et dès avant la chute du mur de Berlin, le mouvement communiste international était déjà, en fait, devenu « ex », sans qu'on s'en rende bien compte. Son principal fil conducteur s'était rompu : celui qui, depuis quelques décennies, lui donnait le sentiment de s'inscrire dans ce qu'il était convenu d'appeler « le processus révolutionnaire mondial ».

Il y aurait beaucoup à dire là-dessus, mais cela nous éloignerait du sujet.